V

M. le duc d'Audiffret-Pasquier.

Si M. de Larochefoucauld fut, sinon le chef, du moins l'un des chefs incontestés des légitimistes de l'Assemblée Nationale, son collègue, M. le duc d'Audiffret-Pasquier fut certainement l'homme le plus obéi parmi les orléanistes, celui qui leur dicta le mot d'ordre dans les combats livrés contre les républicains, celui qui leur fixa une attitude dans l'intrigue de la fusion des deux Monarchies.

A ce titre, on ne saurait négliger sa personnalité, fort curieuse d'ailleurs.

De petite taille, très remuant, très nerveux, la face encadrée de courts favoris, coupée en deux par un nez démesuré et pointu, les yeux gris et luisants,

extrêmement mobiles, le teint bilieux, M. d'Audiffret-Pasquier ne fut pas l'une des individualités les plus sympathiques de l'Assemblée, mais il en fut certainement l'une des plus marquantes.

Cet homme minuscule, presque, passant au travers des coulisses parlementaires, les mettait en émoi, on ne sait pourquoi, comme s'il eût caché, en ses poches, à de certaines heures, les secrets d'un avenir que tous redoutaient, que tous s'efforçaient de deviner.

A vrai dire, il se dégagea de lui, en une époque, une grande autorité, que ses façons personnelles de parler ou d'écouter augmentaient encore.

C'était l'un de ces violents, c'était l'un de ces passionnés d'apparence froide, qu'une maussaderie instinctive préserve de toute familiarité, de tout contact importun.

Orateur puissant et méthodique, il eut, à l'Assemblée, de superbes succès. Celui qu'il obtint avec son discours sur les marchés du gouvernement impérial et dans lequel il mit l'apostrophe fameuse à l'Empereur : — « Varus, Varus, rends-nous nos légions ! » — restera en sa mémoire et en celle de ceux qui assistèrent à la séance en laquelle il le prononça.

Dans mon livre, *La Cour de Napoléon III*, j'ai rapporté le tumulte et l'incident intime que provoqua ce

discours, auquel M. Rouher devait répondre avec tant de courage héroïque, avec la cruelle certitude de ne pas être vainqueur, et qui devait classer M. d'Audiffret-Pasquier comme l'un des plus éloquents orateurs de l'Assemblée.

A partir de ce moment, en effet, il occupa la tribune avec toute l'autorité, non seulement d'un admirable rhéteur, mais avec la force d'un homme d'Etat dont la valeur est unanimement reconnue.

La renommée, la gloire tiennent, en vérité, souvent, à bien peu de chose. Le discours de M. d'Audiffret-Pasquier sur les marchés de la guerre, ne fut, en somme, qu'une habile accumulation de chiffres, qu'une sorte de réquisitoire véhément, comme en débitent, chaque jour, les procureurs généraux, voire même les simples substituts, dans les procès de Cour d'assises. Mais il eut le « Varus, Varus, rends-nous nos légions, » qui lui donna, soudain, comme un semblant de haute allure oratoire, et M. d'Audiffret-Pasquier bénéficia de l'étonnement que fit naître son apostrophe. Sans cette apostrophe, il serait demeuré, sans doute, un parlementaire important, mais on ne l'aurait peut-être jamais classé parmi les maîtres de la tribune.

Ne querellons pas le noble duc sur la valeur de son succès. Il fut, ce jour-là, un homme heureux et il

dut rendre grâces aux mânes du célèbre général romain pour lui avoir fourni un « effet. »

Pendant toute la durée du Second Empire, M. d'Audiffret-Pasquier n'eut aucune influence sur les affaires publiques, ne fut en rien mêlé à la vie politique. Il essaya bien, en diverses circonstances, d'élever la voix contre le gouvernement ou de combattre les Tuileries, mais la chance ne le suivit pas en ces tentatives et il échoua, sans cesse, dans sa lutte contre le pouvoir et contre les hommes qui le représentaient.

Pour lui, comme pour tant d'autres, la chute de Napoléon III, la guerre, la conclusion de la paix, furent les causes qui le tirèrent de l'inactivité.

A l'Assemblée Nationale, je l'ai dit, il prit la tête du parti orléaniste, haïssant autant les légitimistes que les bonapartistes, et lorsque le projet de fusion monarchique lui fut soumis, il ne l'examina que d'un œil fort peu aimable. Il fut intraitable sur la question du drapeau et il déclara nettement à M. de Larochefoucauld qu'il s'allierait avec les républicains, plutôt que de permettre qu'on rejetât le pays dans une réaction qui n'avait rien de commun avec les aspirations du temps.

Tout, en lui, se révoltait à la pensée d'un roi de droit divin, comme à la pensée d'une restauration

impériale, et ce furent, sans doute, ces deux haines qu'il entretenait également en lui, la haine des Bourbon de la branche aînée, la haine féroce, irraisonnée, folle, des Bonaparte, qui lui concilièrent les sympathies non dissimulées de la gauche de l'Assemblée.

Mais ces deux sentiments qu'il exprimait ouvertement, eurent des conséquences contraires, curieuses et imprévues. L'hostilité qu'il témoignait aux légitimistes contribua certainement à discréditer le comte de Chambord, à le rendre impossible comme souverain, en France, mais l'animosité qu'il nourrissait contre l'Empire, en rappelant sans cesse le souvenir récent de l'Empereur et de sa dynastie, souvenir dont le peuple ne s'était point encore détaché complètement, eut pour effet de ranimer le zèle de ceux qui, troublés par les événements, n'osaient plus défendre Napoléon III ou son fils ; de réveiller dans les masses comme une tendresse fugitive en faveur du Prince Impérial — tendresse dont la manifestation accrue, s'affirma plus tard si spontanément, si vivement, lors de la mort tragique du malheureux enfant.

Simple député, chef de parti ou président de l'Assemblée, M. le duc d'Audiffret-Pasquier, il faut le reconnaître, eut, en ces diverses fonctions, une attitude assez nette, disant sa pensée franchement,

quoique désagréablement toujours, mais avec une loyauté qui avait son mérite. Il y avait, en lui, de la brutalité sèche du chiffre. Quoi d'étonnant à cela, d'ailleurs, M. d'Audiffret-Pasquier étant homme de chiffres, étant l'un des principaux actionnaires des Mines d'Anzin, et comptant, dans sa famille, plusieurs financiers?

Les débuts politiques du noble duc semblaient lui assurer des destinées fort appréciables. Cependant, la fortune qui avait paru prendre soin de lui avec tant de sollicitude, si inespérément même, étant donnés son passé vide, sa personnalité longtemps ignorée, se détourna de lui et le laissa, isolé, au milieu du chemin.

On pourrait être surpris de cet arrêt soudain, dans un triomphe considéré comme certain, un moment, si la cause de cet arrêt ne s'offrait d'elle-même : après s'être, dans une attitude voulue et cherchée, montré grincheux, maussade, M. d'Audiffret-Pasquier finit par croire à cette nature spéciale de son tempérament et comme tous, un peu, à droite ainsi qu'à gauche, souffrirent de son mauvais caractère, comme tous éprouvèrent l'ennui de sa bile, on s'éloigna de lui.

Les monarchistes intransigeants le délaissèrent, se vengeant ainsi de son opposition à leurs projets;

les républicains l'oublièrent, tout en regrettant que son humeur acariâtre ne leur permît pas d'employer les qualités de son esprit accessible aux libertés modernes.

Sa vie politique fut marquée par une particularité assez typique.

Après la chute de M. Thiers, sous le gouvernement de M. de Mac-Mahon, on ébaucha, dans les cercles mondains qui s'étaient formés sous l'égide du Maréchal et de sa femme, un projet de grand ministère que l'on baptisa du nom de « Ministère des Ducs. »

M. d'Audiffret-Pasquier devait y prendre la direction du département de l'Intérieur, à côté de MM. les ducs de Larochefoucauld, Decazes et de Broglie.

Mais ce bloc héraldique n'inspira à M. d'Audiffret-Pasquier qu'une médiocre confiance et son refus de participer à cette combinaison amena la déroute de ceux qui l'avaient imaginée. M. de Larochefoucauld lui était suspect et M. de Broglie lui apparaissait comme un hésitant, comme l'apôtre d'un platonisme politique peu en rapport avec ses instincts autoritaires. Il eût peut-être fait bon ménage avec M. Decazes mais il aima mieux ne point tenter l'aventure d'une collaboration problématique, dans ses résultats, et il se tint à l'écart de cet essai de coup d'Etat.

L'Académie, où il est des ducs aussi, devait se prêter à ses goûts mondains et aristocratiques qui, même atténués par des sentiments libéraux, se trouvaient un peu froissés dans le contact des hommes et des choses de la politique.

M. d'Audiffret-Pasquier est presque un disparu aujourd'hui. Ce n'est plus qu'un coquet et sévère vieillard qui médite, dans l'attente d'un bel enterrement.

VI

M. Charles Savary.

Le parti républicain présenta, dans l'Assemblée Nationale, un ensemble merveilleux de personnalités intéressantes et il faudrait un volume pour en reproduire les silhouettes, même sommairement esquissées.

La plupart de ces personnalités qui se trouvaient déjà mêlées à la politique, sous le Second Empire, sont connues. Les physionomies de MM. Jules Favre, Jules Simon, Jules Grévy, Ernest Picard, Dufaure, Barthélemy Saint-Hilaire, ont été popularisées et ce furent là les vieux routiers qui montrèrent aux jeunes hommes, nouvellement nés à la vie publique, ou mis en relief dans les dernières heures du pou-